L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Troisième année - Supplément au n° 125 - 2e cahier - Dimanche 15 décembre 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F



L'Arche, deuxième jour

Coll. Fondation Jean Jaurès



Congrès du Projet

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57

Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION

Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Infographie : Jean-Pierre Pecau (77.92)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92), Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION

Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS

Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56)
Sabine Sebah (79.04)

FABRICATION

Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS

N'Diaye / Imapress (couv.) ; AFP (couv.) ; G.Rosikon / AFP (p.13) ; autres P.L. et Philibert

Ce numéro a été tiré à 15.000 ex.

SOMMAIRE

La deuxième journée du congrès de l'Arche de La Défense

3 *Le Projet pour les socialistes*
Suite du débat :

- *Ahmed Gayet,*
- *Alain Clayes,*
- *Robert Chapuis,*
- *Jean Le Garrec,*
- *Jean-Pierre Chevènement,*
- *Jean Auroux,*
- *Edith Cresson,*
- *René Souchon,*
- *Denise Cacheux,*
- *Jacques Chérèque,*
- *Jean-Christophe Cambadélis,*
- *Yves Dollo,*
- *Gérard Collomb,*
- *Yvette Roudy,*
- *Jean-Paul Planchou,*
- *Christian Pierret,*
- *Henri Emmanuelli,*
- *Pierre Mauroy,*
- *Kofi Yamgnane,*
- *Lionel Jospin,*
- *Julien Dray,*
- *Michel Rocard,*
- *Gilles Casanova,*
- *Michel Vauzelle,*
- *Gérard Fuchs,*
- *Jacques Salvator,*
- *Jean-Pierre Bayle*

10 *Regards sur le congrès*
- *Yougoslavie*
- *Allemagne*
- *Pierre Bauby*

12 *Bulletin de santé de la démocratie*

14 *Fiction rose... Et si les socialistes allaient au bout de leur rêve ...*

16 *A travers les délégations*

le congrès du renouvellement idéologique

Sous l'Arche de La Défense, les socialistes avaient décidé d'enterrer leurs divisions. A la tribune, ils y sont parvenus. Le risque était alors de tenir un "congrès par défaut", selon l'expression de Lionel Jospin. Alors, le PS s'est-il réuni pour rien ce week-end ? Dans la mesure où ces deux jours de débat n'ont pas donné lieu à l'expression de profondes divergences idéologiques et n'accoucheront d'aucune modification dans la composition de la direction du Parti, il serait tentant de répondre par l'affirmative. Pourtant, ce congrès aura eu un immense mérite. Il aura théorisé et officialisé la remise à jour de la doctrine du PS. "Je ne renie pas la comparaison avec Bad-Godesberg qui, bien sûr, était d'une autre nature et d'une autre époque, mais sans doute comparable par la portée que nous voulons donner au changement que nous accomplissons aujourd'hui", reconnaissait Pierre Mauroy. Même si le contexte politique et social, ainsi que l'affaiblissement du PS consécutif à Rennes, ont empêché les socialistes de conférer à leur renouvellement doctrinal tout l'éclat qu'il méritait, le congrès de l'Arche, en dépit des apparences, demeurera une date importante dans l'histoire du socialisme.

> Hier, l'unité du PS autour du Projet s'est confirmée. Les socialistes vont devoir affronter les prochaines échéances électorales dans l'unité et l'efficacité. Ce congrès leur en donne les moyens doctrinaux.

Il reste désormais aux socialistes à faire vivre leur Projet et à s'attaquer aux prochaines échéances électorales dans l'unité et l'efficacité. Rude tâche ! Dans les couloirs du congrès, comme à l'accoutumée, les spéculations et les rumeurs sur l'avenir du PS et ses équilibres internes allaient bon train. Mais elles tournaient en rond. "L'axe Rocard-Fabius" ? Les entourages respectifs de l'un et de l'autre démentaient la main sur le cœur : un accord ponctuel sur un mode de scrutin ne scelle pas une alliance définitive. La répartition des rôles entre Rocard (la présidentielle), Jospin (Matignon) et Fabius (le PS) ? Là encore, les intéressés ou leurs proches réfutaient ces constructions théoriques qui font fi des comportements humains les plus élémentaires et de l'évolution de la vie politique.
Faut-il s'attendre à des remous à la direction du PS dans les prochaines semaines ? La logique et l'unité du congrès pèseront aussi sur l'avenir du PS.

Jean-Pierre Bedeï

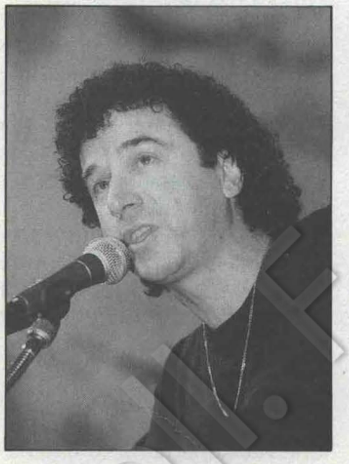


le Projet pour les socialistes : suite du débat

Unité, mobilisation, reflexion, trois constantes dans les nombreuses interventions. L'assistance fournie et attentive leur a fait un accueil intéressé et chaleureux.

Ahmed Gayet

C'est lui qui a ouvert le débat samedi matin. Un discours enflammé qui a réveillé l'auditoire. La vraie question : "Que peut attendre de nous la population d'origine étrangère ? Les plus jeunes, rappelle-t-il, n'ont connu que le sol des cités de France... Il faut faire un pari sur l'avenir, celui de la confiance envers ces jeunes, celui de la convivialité. Il faut cesser de lier Le Pen exclusivement à l'immigration. Les immigrés ne sont pas responsables de l'extrême droite en France !"



Les moyens d'action peuvent être très concrets : "Œuvrons pour un vrai statut de la femme immigrée en France. Pourrons-nous accepter que le droit de vote aux élections locales soit refusé aux étrangers hors CEE, au risque d'en faire des citoyens de seconde zone ? Assez de frilosité, reprenons l'offensive et commençons à l'intérieur des municipalités, en ouvrant nos listes électorales, en 1992."

Alain Claves

Second orateur, il a appelé à une rénovation du Parti socialiste et de l'action militante. "De plus en plus, tous courants confondus, on perçoit un refus des débats stériles au sein du PS. Le débat, oui, mais sur l'essentiel, sur nos valeurs, sur nos idées."

> **LE DEBAT, OUI, MAIS SUR L'ESSENTIEL, SUR NOS VALEURS, SUR NOS IDEES**

Pour ce faire, le premier outil est le Projet : "Il prendra toute sa force si nous sommes capables d'élaborer des propositions concrètes d'ici à 1993, pour faire face au programme de la droite, et en le plaçant dans la dimension européenne." Mais, pour être efficace, estime Alain Claves, le Projet doit s'accompagner de la rénovation du Parti lui même : "Nous devons changer de comportement pour réconcilier les militants avec le Parti, les Français avec la politique. Le PS doit retrouver sa double vocation : soutien au gouvernement, au président et outil de transformation sociale. Cela implique de nouvelles pratiques militantes qui prennent davantage en compte les réalités quotidiennes."



Robert Chapuis

Sur la nécessaire réorganisation du fonctionnement du Parti, Robert Chapuis a centré son intervention : "Ce congrès n'est qu'une étape. Il ne sert à rien de réviser notre conception du socialisme si nous ne sommes pas capables de réviser notre conception de l'organisation nécessaire à sa mise en œuvre, c'est-à-dire le Parti socialiste."

Pour résoudre la crise du militantisme, Robert Chapuis en appelle au rassemblement de "tous ceux qui se préoccupent d'une morale individuelle et collective, de ceux qui n'acceptent pas la soufrance ni près d'eux, ni au loin.

De nouvelles formes de délibération, de nouvelles pratiques, de nouvelles équipes sont nécessaires pour retrouver le contact avec la société réelle." Et de conclure, en réponse à Jean Poperen : "Il est certes important de chercher à organiser les autres amis.

Mais comment y parvenir si nous ne savons pas nous organiser nous-mêmes ?"

Jean Le Garrec

"Pouvons-nous faire des difficiles interrogations actuelles le moteur d'un nouveau dynamisme ou allons-nous nous laisser aller à l'enfermement sur nous-mêmes, à la volonté de conserver des situations confortables ?" interrogeait d'emblée Jean Le Garrec, qui tranchait : "Nos états d'âme sont des luxes d'enfants gâtés." Au premier plan des urgences, la lutte contre le chômage, pour laquelle "la croissance n'est pas la seule réponse" et la montée de l'extrême droite. Et Jean Le Garrec de citer Ernst Glaeser : "Ils se sont attaqués aux immigrés, je n'étais pas immigré ; ils se sont attaqués aux Tziganes, mais je n'étais pas Tzigane ; ils se sont attaqués aux Juifs, mais je n'étais pas Juif ; ils se sont attaqués aux démocrates. Je me suis réveillé, il était trop tard... Aujourd'hui, concluait-il, il est temps de nous ressaisir."

Jean-Pierre Chevènement

Après avoir évoqué les changements profonds qui interviennent dans le monde, la montée de l'extrême droite et la crise de la démocratie, Jean-Pierre Chevènement a critiqué le Projet : "Nous ressentons tous le besoin d'un sursaut. Beaucoup cherchent des raisons de croire et d'espérer, et la nécessité d'un nouvel élan. Or, c'est le moment où on nous propose de renoncer. Le "nouvel horizon" de Michel



Congrès du Projet

Charzat se perd dans la brume. Brume de la complexité érigée en système de pensée et qui peut bien vite devenir théorisation de l'impuissance et alibi de l'inaction. Brume pessimiste qui renoue avec la théorie du péché originel. (...) En fait, le Projet, comme l'a dit Pierre Mauroy à "L'Heure de vérité", borne son ambition à mettre notre doctrine en accord avec notre pratique gouvernementale depuis 1983. C'est notre Bad-Godesberg. C'est un Projet de normalisation. Il prend acte des deux tournants opérés dans la politique économique en 1983 et dans la politique étrangère. Il annonce un troisième tournant dans la politique intérieure dont le congrès n'aura pas à parler puisque nous sommes convenus de ne pas évoquer le changement du mode de scrutin, autorisant de nouvelles alliances. (...)

> **UN RASSEMBLEMENT POUR REFONDER TOUTE LA GAUCHE**

Il faut s'attaquer aux vrais problèmes et d'abord au chômage. Edith Cresson a raison de proposer une politique industrielle plus audacieuse, une politique de grands travaux, une relance du logement social. Alors que la reprise américaine tarde à venir, il est urgent de prendre une initiative de croissance. La France a des marges de manœuvre. Il suffit de regarder ce que représentent le déficit budgétaire et l'endettement public dans les différents pays européens."

Pour Jean-Pierre Chevènement, les accords de Maastricht sont loin de répondre aux vrais défis : "Une initiative européenne de croissance serait nécessaire. Au lieu de cela, la perspective de la monnaie unique engage l'ensemble des économies européennes dans un concours, j'allais dire une spirale, de politique déflationniste. (...) Quels outils les accords de Maastricht donnent-ils pour traiter la question de nos relations avec le Japon et les Etats-Unis ?



La démocratie est en crise. Quid de l'avenir de la démocratie, dès lors qu'une Banque centrale indépendante avec des gouverneurs inamovibles pourra faire seule la politique monétaire ?" Face aux tensions et aux crises actuelles, Jean-Pierre Chevènement propose une "autre politique", une "réaffirmation de l'identité républicaine de la France, un contenu progressiste à la construction européenne, une rupture avec la logique libérale, et un rassemblement pour refonder toute la gauche."

Jean Auroux

"Nous sommes ici avant tout pour choisir notre cap et c'est quand le moment sera venu que nous choisirons notre capitaine. Il faut en même temps garder la confiance de nos électeurs et de l'opinion. En ces temps incertains, la force et la fidélité à nos convictions sont nécessaires, sur un fond d'unité. (...)

> **NOUS SOMMES ICI AVANT TOUT POUR CHOISIR NOTRE CAP**

Notre Projet est progressif, responsable et social. La lutte contre les inégalités est un combat quotidien et prioritaire. Il faut savoir défendre et mobiliser l'Etat. Ne laissons pas affaiblir nos services publics. Le social, c'est aussi défendre les travailleurs. Les ouvertures sociales de Maastricht doivent être saisies avec vigueur. Le social, c'est un revenu et une place pour chacun dans la société. Pour l'avenir, deux aspects sociaux sont prioritaires : les retraites et la prise en charge de la grande dépendance."

Edith Cresson

Après avoir été accueillie chaleureusement par Pierre Mauroy, Edith Cresson s'est félicitée de la démarche qui a conduit à l'élaboration du Projet "ouverte à l'ensemble de la société au-delà même de nos rangs. L'association d'intellectuels, de syndicalistes, d'hommes et de femmes d'expériences diverses, illustre une méthode originale à la fois humble et ambitieuse. Notre parti a su faire cela. C'est bien. Et il a su le faire après dix ans d'exercice du pouvoir. Non pas dans le confort de l'opposition, mais en confrontation avec la réalité du pouvoir. En relevant ce défi, nous avons fait œuvre politique et nous avons agi en socialistes."

Puis, Edith Cresson a attaqué la droite et l'extrême droite : "Peut-on accepter que l'exclusion devienne un critère de l'action publique ? Peut-on accepter que le nationalisme et la xénophobie qui ont, à deux reprises, fait basculer l'Europe dans la guerre soient des valeurs que la société propose à sa jeunesse ? Peut-on laisser penser que, dans un monde de plus en plus complexe, le repli sur soi, l'égoïsme du chacun chez soi, puissent résoudre nos problèmes ? Or, la droite classique est perméable à ces idées. Regardée avec méfiance par une majorité de Français, incapable d'affirmer un projet et de tracer des perspectives claires, acceptant un jour les thèmes du Front national, les rejetant le lendemain, la droite est menacée d'implosion. (...)

Je connais des hommes et des femmes de droite que ces dérives inquiètent : il leur appartient de se battre là où ils sont. Car, je l'ai déjà dit, la lutte contre l'extrême droite est de la responsabilité de chacun. J'en appelle à toutes les forces sociales, morales et politiques. Que chacune, avec sa part de vérité, combatte clairement le Front national. Il ne suffit pas de mener ce combat. Nous devons, unis et rassemblés, agir en socialistes. C'est-à-dire affirmer nos valeurs, confronter nos idées à notre pratique, être une force de changement."

Après avoir longuement évoqué les bouleversements dans le monde et les progrès de la construction européenne avec l'accord de Maastricht, Edith Cresson est revenue à des préoccupations plus hexagonales. Elle a défini les deux principes qui guident son



action : "Il n'y a pas de générosité vraie, celle qui provoque souvent l'engagement des socialistes, qui ne doive s'accompagner du souci d'efficacité. C'est cette double exigence qui commande notre volonté d'agir en faveur de l'emploi. Sans promettre de solution miracle, mais en refusant la fatalité du chômage. Il n'y a pas de politique socialiste qui ne soit à la fois conduite à préserver des acquis et amenée à proposer des changements.

J'illustrerai cette dualité à travers trois exemples liés à notre action : l'aménagement du territoire, la cohésion sociale et les institutions.

La décentralisation a été réalisée par les socialistes. Nous la complétons aujourd'hui par une politique active d'aménagement du territoire et de nouvel équilibre des territoires. Délocalisation, environnement et promotion de l'espace rural en sont trois aspects. L'évolution des relations sociales au sein des entreprises, comme la perception de leur rôle dans l'économie, ont contribué à déplacer les enjeux des luttes sociales : qualité de la vie, accès des services publics de qualité, sont devenus des enjeux

considérables. La lutte contre la ségrégation urbaine va de pair avec celle contre la ségrégation sociale. De même, la lutte pour la qualité de la vie et l'environnement est au cœur de notre Projet de société comme elle est au centre de l'activité de mon gouvernement. Qu'il s'agisse de la loi sur l'eau, des mesures en faveur du littoral ou pour protéger la Loire, je suis en cette matière fidèle à mon engagement de faire ce que je dis. Cette solidarité doit aussi concerner notre espace rural dont il nous faut éviter le dépérissement. Cette solidarité, seul l'Etat peut et doit l'organiser.

> **"IL N'Y A PAS DE GENEROSITE VRAIE, QUI NE DOIVE S'ACCOMPAGNER DU SOUCI D'EFFICACITE"**

La cohésion sociale en est une autre illustration. Il appartient aux socialistes de maintenir les principes de notre système de protection sociale contre ceux qui voudraient le soumettre aux règles du marché. Ce faisant, certains nous taxent de conservatisme. Eh bien, revendiquons ce conservatisme-là parce qu'il défend la protection pour tous face aux intérêts de quelques privilégiés. Sachons aussi proposer et agir pour modifier et transformer les relations du travail."

Edith Cresson a enfin abordé le chapitre des institutions : "Aujourd'hui, la modernisation de la France, c'est aussi la modernisation de ses institutions. Dans une société plus complexe, il convient de rechercher de nouvelles médiations et des systèmes plus fins de régulation. Comment ne pas répondre à cette aspiration moderne vers la diffusion de la responsabilité ?

Tout cela ne fait pas de difficulté entre nous. Cela signifie-t-il qu'il y a identité de vues entre le Parti et le gouvernement sur tous les thèmes ? Non, bien sûr, et c'est normal. Il y a des débats et je souhaite qu'ils soient pleins d'innovations et d'audace. Ainsi, tout le monde sait qu'une politique active de l'éducation dans le monde moderne repose sur une meilleure diffusion des responsabilités, s'appuyant sur un mouvement de déconcentration et les acquis de la décentralisation. Peut-on le dire ? Moi, je le dis au risque de déranger, et le gouvernement, avec Lionel Jospin, agit en ce sens. De même, tout le monde sait que l'emploi ne se maintient, ne s'améliore que si l'on soutient, ou si l'on renforce les capacités des entreprises petites et moyennes. Peut-on le dire ? Je le dis et, avec Pierre Bérégovoy, j'agis en conséquence. Enfin, tout le monde sent bien qu'une politique généreuse et efficace d'intégration repose sur une maîtrise de l'immigration et sur l'adhésion aux valeurs républicaines qui nous sont communes. Faut-il le dire ? Moi je le dis et je mène cette action avec Jean-Louis Bianco et Khofi Yamgnane.

Oui, chers camarades, il nous faut savoir tirer profit de tous ces changements. Et reconnaissons que, nous aussi, nous avons changé. Au moment où s'écroule un totalitarisme, prenons garde à la résurgence dans nos pays des forces de l'exclusion et du racisme. Soyons au premier rang du combat pour la raison et la démocratie. Et le premier ministre de conclure : "La cohérence de notre action dépend de nous. De notre capacité à nous respecter, à comprendre qu'il n'y a pas d'issue individuelle, de notre volonté d'assurer un sursaut collectif. Pour ma part, vous le savez, ma tâche quotidienne, c'est de créer les conditions économiques et sociales de notre succès en 1993. C'est un travail difficile, long et patient, que j'accomplis avec la confiance du président et le concours de tous les ministres. Mais cela ne saurait nous dispenser du combat politique que nous menons ensemble. L'enjeu plein de ce congrès, c'est de retrouver les chemins qui nous feront avancer et travailler ensemble. C'est en tout cas le message que voulait vous adresser la militante de Matignon."

René Souchon

Le délégué national au développement rural a applaudi les récentes mesures du Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) : "Aucun gouvernement n'avait décidé de mesures aussi positives pour l'espace rural depuis les années 60." La poussée spectaculaire du Front national dans les campagnes ? Pour René Souchon, le PS porte une part de responsabilité :



"Nous n'avons pas su ofrir suffisamment de perspectives d'avenir et le sentiment d'abandon y est aujourd'hui le mieux partagé." Conclusion optimiste ? "Il est très positif que notre Projet établisse un lien étroit entre aménagement du territoire et environnement." Objectif : une solidarité plus grande entre villes et campagnes à laquelle les unes et les autres ont tout à gagner.

Denise Cacheux

Une interrogation centrale pour Denise Cacheux : "Pourquoi laisser à la droite le privilège de parler de cette valeur fondamentale, très forte dans la vie de chacun, la famille ?" Face à sa quasi-absence dans le Projet, Denise Cacheux a lancé un appel pour "qu'une convention nationale permette à l'ensemble du PS de se prononcer sur une politique sociale de la famille qui, à l'heure de l'Europe, doit devenir une préoccupation communautaire."

Jacques Chérèque

"Oui, la crise a changé. Peu de choses sont comme avant, souligne l'ancien ministre de l'Aménagement du territoire, expliquant les difficultés actuelles : "Plus le changement est radical, plus il fait souffrir, plus il appelle des efforts. Les sacrifices ne peuvent pas s'appliquer qu'aux plus démunis", a insisté Jacques Chérèque, soulignant la nécessité d'expliquer à tous ce monde nouveau.

Jean-Christophe Cambadélis

La séance de l'après-midi a repris avec l'intervention de Jean-Christophe Cambadélis qui n'a pas manqué de sensibiliser à nouveau les congressistes à la

> **"LUTTER CONTRE L'EXTREME DROITE"**

lutte contre l'extrême droite, dans la foulée des diverses manifestations qu'il a organisées ces dernières semaines contre le Front national. Il a rappelé que 90% des militants associatifs qui se mobilisent contre l'extrême droite sont des membres du PS. Il a appelé le Parti socialiste à un sursaut : "Je suis favorable à ce que le PS soit présent à toutes les manifestations contre le Front national."





Congrès du Projet

Yves Dollo

L'élu breton, a prononcé un ardent plaidoyer en faveur des cultures et langues régionales. Il a estimé que, sur le sujet, ce texte du Projet n'était pas satisfaisant. "Pour dissiper le malaise des militants défenseurs des cultures régionales, il aurait suffi d'affirmer qu'il convient de préserver et de promouvoir ces cultures." Yves Dollo vient de déposer une propostion de loi sur la défense des langues régionales. "J'espère qu'elle connaîtra un meilleur sort que les 39 précedentes... A l'heure où l'Europe prend forme, la France doit cesser d'être le dernier pays où ne sont pas respectés les droits culturels élémentaires. Parce qu'il est important que chacun puisse retrouver ses marques dans un monde qui perd ses certitudes, le combat qui consiste à donner aux langues régionales toute leur place dans la vie culturelle est loin d'être passéiste."

Gérard Collomb

Un motif de satisfaction pour Gérard Collomb, que les travaux du congrès soient placés sous le signe de l'unité et de la responsabilité, un regret -les petites confidences nombrilistes d'avant congrès n'intéressent que nous- et un souhait, que nous en tirions la leçon pour la suite des travaux. "Cela ne signifie pas que nous soyons condamnés à l'unanimisme, a-t-il précisé. Les Français admettent nos divergences, pourvu qu'elles concernent l'intérêt du pays." Ainsi, Gérard Collomb préfère le Jean-Pierre Chevènement qui exprime ses convictions sur l'avenir de l'Europe à celui qui évoque d'hypothétiques républiques bananières. "Il faut éviter d'employer ce langage qui ternit notre image." Gérard Collomb s'est ensuite attaché à démontrer que "le renforcement de la Communauté européenne est un besoin pour la France." Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder "ce que nous pesons à l'échelle mondiale... La construction européenne permet à chaque pays qui la compose d'augmenter ses marges de manœuvre... Il faut faire l'Europe, pour qu'elle soit un pôle de réference pour les peuples du monde entier."

> "LES FRANÇAIS ADMETTENT NOS DIVERGENCE POURVU QU'ELLES CONCERNENT L'INTERET DU PAYS"

Yvette Roudy



Elle s'interroge sur la morosité ambiante. Inquiète également que les percées de la démocratie dans le reste du monde semblent profiter uniquement au libéralisme et à la démocratie-chrétienne. "Et nous, socialistes, nous nous abandonnerions à la morosité sans résister ? La grande idée du socialisme peut renaître pour peu que nous ayons confiance. L'objectif, ce n'est pas seulement 1995, c'est aussi 1992 et 1993. François Mitterrand est encore là et il reste à faire, avec lui, un bout de chemin."
Pressée par le temps et par un implacable meneur de débats, Yvette Roudy a dû s'en tenir à quelques propos sur les femmes : "Dans 50 départements, pas une femme ne sera élue. A chaque instant de la vie quotidienne, le public est habitué à la mixité, sauf chez les élus socialistes."

Jean-Paul Planchou

"Il n'est pas facile d'être au pouvoir et de réfléchir. Il y a là une potentialité schizophrénique. Mais cette psychiatrie était salutaire." Répondant aux critiques portées sur le Projet, Jean-Paul Planchou s'est félicité "qu'il existe et qu'il soit novateur" et a suggéré l'organisation de conventions au-delà du PS sur les grands thèmes, stratégie sociale, écologie... d'où pourrait sortir un programme. Autre proposition : "un nouveau mode de désignation des responsables à tous les niveaux en partie directement par les militants, en partie sur les listes des courants."

> "DES CONVENTIONS AU-DELÀ DU PS SUR LES GRANDS THEMES"

Christian Pierret

Il a mis l'accent sur les relations entre les socialistes et l'écologie : "Pour la première fois, nous intégrons l'écologie dans notre stratégie. Il y a dans l'écologie les racines d'une modernisation socialiste. Le refus de choisir entre la droite et la gauche de la part des écologistes constitue notre désaccord avec eux. Ne croyons pas qu'il suffise de mettre un peu de vert dans notre programme. C'est une œuvre de longue haleine qu'il nous faut accomplir. Avec l'écologie, il faut réconcilier la société avec la croissance, promouvoir la civilisation du partage et mettre en œuvre une nouvelle charte démocratique. Nous ne devons pas avoir de complexes à l'égard des Verts. L'avenir nous donnera raison si nous arrivons à construire une stratégie de convergence avec eux."

> "RECONCILIER LA SOCIETE AVEC LA CROISSANCE"

Henri Emmanuelli



D'emblée, il remet les pendules à l'heure : "Notre pays, en crise politique, est, au lendemain de Maastricht, le seul pays européen dont les critères de bonne santé économique satisfont dès aujourd'hui à l'entrée dans le système de monnaie unique européen." Pourquoi alors la morosité ambiante ? "Des facteurs brouillent la vision : le chômage, la disparition de l'inflation qui donne une impression d'immobilisme, le poids des corporatismes... Tout se passe comme si la société n'avait plus d'objectif collectif." Pour le trésorier du PS, face à la montée du FN, le Parti socialiste est le "bastion incontournable autour duquel batailler contre la corruption des esprits." Et de demander que "dès le mois de janvier, le PS s'engage dans des conventions thématiques

> "PASSER DE LA DEFENSIVE A L'OFFENSIVE"

sur les institutions, le social, l'écologie... Bref, "passer de la défensive à l'offensive et resserrer les rangs entre le président, le gouvernement, le groupe parlementaire et le Parti".

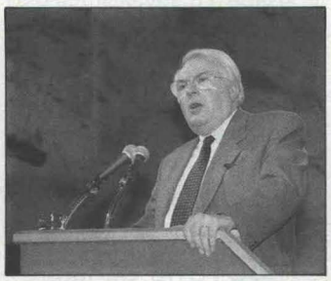
Pierre Mauroy

S'adressant aux délégués, Pierre Mauroy a lancé : "Dans ce débat pour le Projet, vous vous êtes mobilisés. Certains nous disent : 60.000 militants, ce n'est pas beaucoup. Mais enfin, quelle organisation politique est aujourd'hui capable de réunir 60.000 militants pour travailler des heures durant sur un texte difficile, mais dont chacun saisit qu'il est fondamental ? On m'excusera de dire que la force des idées ne se mesure pas à l'audimat, fût-il l'audimat militant. Et moi, je dis merci au Parti d'avoir su se mobiliser.

Ce Projet, c'est votre œuvre, et c'est déjà une réussite. Car vous en percevez la signification, ce congrès s'inscrit dans l'histoire du socialisme européen. D'autres avant nous ont connu cette période de grand changement. Et, pour ma part, je ne renie pas la comparaison avec Bad-Godesberg qui, bien sûr, était d'une autre nature et d'une autre époque, mais sans doute comparable par la portée que nous voulons donner au changement que nous accomplissons aujourd'hui. Bien sûr, le changement est difficile. Si vous ne changez pas, on vous dit "vous êtes ringards". Si vous changez, on vous dit "vous vous reniez".

Nous n'avons pas à nous laisser étouffer par cette contradiction apparente que brandissent nos adversaires. Mais nous avons à définir fermement la nature du changement, son ampleur et son rythme. Voilà, mes chers camarades, les questions posées et qui ont déjà trouvé, dans bien des interventions, depuis hier, des commencements de réponse. Je les résume d'une formule qui m'apparaît bien traduire l'état d'esprit d'aujourd'hui : il faut changer pour réussir."

Pierre Mauroy a également appelé les socialistes à se mobiliser contre l'extrême droite : "La condamnation morale ne suffit pas. En tant qu'organisation politique nous avons, je crois, à mieux fixer



notre manière de combattre Le Pen. Il faut en particulier le débusquer sur des domaines qui vont au-delà de l'immigration. (...) Le Parti socialiste soutiendra systématiquement toutes les manifestations permettant de combattre Le Pen et ses complices."

Pierre Mauroy a ensuite développé les quatre défis que devaient relever les socialistes. A commencer par l'Europe. Après Maastricht, il a exprimé sa "fierté" pour l'œuvre accomplie par les socialistes en matière de construction européenne. "Nous avons désormais le devoir, puisque le traité nous en reconnaît le droit, de créer, à partir de l'union des partis européens, ce qui doit être un grand Parti socialiste européen. (...) Il faudra bâtir concrètement l'Europe sociale. Ce n'est pas l'œuvre des seuls politiques, car elle appartient d'abord aux organisations syndicales. Mais nous devons en débattre avec elles. C'est ce que je propose de faire dès le début de l'année."

Deuxième défi proposé par le premier secrétaire du PS, l'enjeu social : "L'Europe, bien entendu, ne nous dispense pas d'une politique volontariste sur le plan national. Et nous savons aussi que rien ne sera possible en France tant que l'immense problème du chômage ne trouvera pas sa véritable réponse. Dans une période où l'on demande encore beaucoup d'efforts aux salariés, alors que des grandes entreprises annoncent de nouveaux plans de réduction des effectifs, moi, je voudrais ouvrir une autre dimension. Et celle-là relève des chefs d'entreprise. Trop d'entreprises en sont restées à un schéma d'organisation taylorien. Le travail n'est pas la seule variable économique de l'entreprise. Il ne suffit pas d'être rigoureux pour les salaires, ni de licencier à la première difficulté, pour détenir le brevet du meilleur manager. Le Projet des socialistes appelle en France un nouveau rapport salarial, un autre modèle de compétitivité."

Troisième enjeu, la démocratie. Pierre Mauroy s'est prononcé pour un maintien de la structure générale de la Constitution mais aussi pour des réformes de celle-ci avec, notamment, une revalorisation du Parlement.

Enfin, il s'est prononcé pour une reprise du dialogue avec des écologistes. Et il a conclu : "Le socialisme doit s'adapter pour rester fidèle à ses valeurs. Le socialisme doit aussi rester une éthique qui n'a pas d'autre but que l'épanouissement de l'homme. Et, d'une certaine façon, le nouvel horizon vers

> **"LE SOCIALISME DOIT S'ADAPTER POUR RESTER FIDELE A SES VALEURS. IL DOIT AUSSI RESTER UNE ETHIQUE QUI N'A PAS D'AUTRE BUT QUE L'EPANOUISSEMENT DE L'HOMME"**

lequel nous regardons s'assigne la même ambition et pourrait conserver le même titre qu'il y a vingt ans : "changer la vie". Nous l'avons d'ailleurs largement fait depuis 1981. Nous avons encore beaucoup à faire. Voilà pourquoi, mes chers camarades, nous devons résister à cette morosité des temps qui ne mène à rien. Ce que nous avons d'abord à faire, c'est de soutenir le président de la République, qui a su nous conduire et qui saura, je n'en doute pas, nous conduire encore au milieu des vicissitudes des temps. Ce que nous avons à faire, c'est de soutenir Edith Cresson et ce gouvernement qui est le nôtre, et qui réalise avec courage et audace un travail exceptionnel. Ce que nous avons à faire aussi, et cela relève directement de nous, c'est de populariser le Projet que nous adopterons demain et, à partir de ce Projet, de mettre en œuvre un véritable programme. Programme pour les régionales et les cantonales d'abord, programme pour les élections législatives ensuite. Ce que nous avons à faire, enfin et surtout, c'est de donner l'image d'un parti qui se donne, avec son Projet, les moyens de conquérir l'avenir, d'un parti rassemblé, épris de sa cohésion et de son unité, et alors, alors oui, mes camarades, nous retrouverons la voie du redressement et de l'espoir."



Congrès du Projet

Kofi Yamgnane

Très applaudi, le secrétaire d'Etat à l'Intégration. "C'est bien de parler de Le Pen, mais les militants attendent qu'on leur dise ce qu'il faut faire. Ce qu'il faut faire, c'est démontrer que ses mesures sont antifrançaises." Exemples à l'appui : Le Pen préconise de créer un label pour les produits fabriqués en France, par des Français. "Il faudrait aussi exiger que les technologies nécessaires soient françaises. Et celui qui achète une R 25, fabriquée en France, va-t-il rouler avec du pétrole français ?" Autre exemple : le test sida obligatoire à nos frontières : "Dans ce cas, la réciprocité s'impose.



Les Français allant en vacances à l'étranger devront subir ce test à la frontière du pays où ils se rendent. Mais aussi au retour, à la frontière française.



Congrès du Projet

Si le test est positif, où les met-on, ceux-là ? On peut détailler ainsi les 50 mesures qui sont toutes des inepties."
Kofi Yamgnane aime les proverbes : "Biscuit avalé n'a plus de goût", dit-on. Aussi, "il faut dire que les lois Auroux, c'est nous, la Nouvelle-Calédonie, le RMI, la loi Besson sur le logement, c'est

> **LES 50 MESURES QUI SONT TOUTES DES INEPTIES**

nous... Nous pouvons aussi nous faire certains reproches : à quand une véritable réforme fiscale pour une répartition plus égale des richesses ?"
L'architecte de la grande Arche avait voulu ouvrir une fenêtre sur le monde. "A nous de nous ouvrir sur le monde, conclut Kofi Yamgnane, dans l'espoir d'un humanisme toujours plus grand."

Lionel Jospin

L'ancien premier secrétaire commence son intervention par une mise au point relative aux modifications des équilibres internes : "Je suis heureux des liens qui se renouent. Je suis disponible pour tous les dialogues, pour tous les apaisements. Je ne suis disponible pour aucun "arrangement de personnes" décidé à quelques-uns. Ce n'est pas ma conception du parti, de l'action politique et -puisqu'on l'y a mêlée- de la République."
Puis, il en est venu à la "morosité" ambiante : "Comment réagir ? D'abord agir. C'est ce que fait Edith Cresson, qui s'est attelée à de grandes tâches. (...) Mais cette action ne peut pas être que technicienne ou gestionnaire. Si nous voulons lui donner du sens, éclairer les citoyens au milieu du fracas et parfois du fatras des polémiques et des arguments, il faut relier cette action à une pers pective, à des valeurs. (...)
Si nous n'affirmons pas haut et clair les valeurs du service public, de la justice, le refus des corporatismes ou du repli égoïste et individuel, si nous ne dénonçons pas le culte de l'argent, le goût de la violence, les retours de l'irrationnel, si nous n'affirmons pas l'importance de la solidarité internationale, de l'action pour les droits de l'homme, qui le fera ?
Mais l'impératif catégorique, si nous voulons remonter la pente, est de redonner pleine cohérence à notre dispositif politique. Contrecarrer l'action du gouvernement, de la part du Parti ou du groupe socialiste, serait, au-delà de telle réaction ponctuelle qu'on peut comprendre, réduire son efficacité et sa crédibilité. Ne pas faire du Parti socialiste l'axe essentiel de l'actuelle majorité, croire que l'on peut l'ignorer ou lui susciter des concurrents -groupes ou personnalités- plus que des partenaires serait fragiliser l'assise du pouvoir exécutif. Dans la Ve République, il faut disposer d'un parti fort. (...) Enfin et surtout, imaginer qu'on puisse échafauder des constructions politiques, dans nos institutions



telles qu'elles sont aujourd'hui, en dehors du président de la République issu de nos rangs, serait destructeur. (...)
Il faut s'efforcer désormais de réduire le hiatus entre une France qui, en dépit des difficultés, joue pleinement son rôle, et s'accomplit sur le plan international et, par ailleurs, une vie politique intérieure qui laisse tant de Français insatisfaits et qui nous affaiblit. Gardons en mémoire le dispositif politique finalement mis en place en 1985/1986 -en l'adaptant bien sûr au temps présent- qui, fondé sur l'action du gouvernement, sur la présence reconnue du Parti socialiste et sur l'appui du président, a permis de sauvegarder nos positions et de préparer la reconquête."
Enfin, Lionel Jospin s'est exprimé plus directement sur le Projet. Le socialisme, plus qu'un mode de production ou un type de société achevé, est un mouvement historique fait d'acquis, de conquêtes, une perspective, sans doute, mais dont il serait vain aujourd'hui

> **SOYONS CLAIRS SUR CERTAINES QUESTIONS SENSIBLES**

de dire l'achèvement. Il est une marche vers plus de justice, plus de partage des revenus et des richesses, plus de savoir diffusé, plus de chance d'épanouissement de la personne, plus d'équilibre collectif, dans une préservation des ressources et des équilibres de la planète. (...) Quelles perspectives internationales ?
A ceux d'entre nous qui boudent Maastricht ou s'en inquiètent, je dis que notre différence ne porte pas tellement sur la question économique et monétaire. Encore que je sois convaincu que nous serons moins dépendants du mark si celui-ci se fond dans la monnaie unique, alors qu'aujourd'hui nous devons le suivre de peur que le franc ne s'affaiblisse. De même, il est aisé de comprendre pourquoi un vaste espace économique est vital pour mener de grandes politiques économiques et en quoi il sera moins soumis à la dépendance extérieure. C'est le repli national qui nous mettrait plus sûrement sous contrainte."
Après avoir traité des politiques économiques et sociales, Lionel Jospin conclut : "Je suis confiant, si nous opposons un vrai modèle réformiste à la forme régressive que prend sous nos yeux le conservatisme. Demain, c'est-à-dire dans quelques mois, il nous faudra bien sûr passer du Projet au programme.
Aujourd'hui, il importe de ne pas subir, mais d'agir et de combattre. A ma façon, devant vous, j'ai essayé de dire comment."

Julien Dray

Après un credo sur l'avenir du Parti socialiste, Julien Dray a défendu l'axe central du contre-projet de la Nouvelle Ecole socialiste, le passage à la VIe République : "La République est malade. Elle a besoin d'une nouvelle donne". Points forts : "Il faut en finir avec le présidentialisme. Nous, socialistes, ne pouvons pas accepter la concentration du pouvoir entre les mains d'un seul homme."
Impératif majeur, restaurer la république parlementaire et rechercher "une autre majorité parlementaire qui puisse entraîner l'adhésion de tous les acteurs de la société." Autrement dit, l'axe roses-rouges-verts. On nous dit : "Les écologistes ne sont ni de gauche, ni de droite. Mais si nous ne posons pas la question réellement, nous n'aurons jamais la réponse. Il faut réconcilier les préoccupations sociales et environnementales, affirme Julien Dray : "Les questions que nous avons posées sont incontournables. Chassées par la porte, elles reviendront par la fenêtre."

Michel Rocard

Un discours de rentrée. Un discours attendu : "Y en a-t-il, ici, qui pensent qu'une cure d'opposition serait salutaire ? Pas moi ! Parce que je sais que la gauche et la droite, ce n'est pas la même chose, et que la droite est dangereuse. Il flotte sur notre beau pays une atmosphère d'inquiétude parfois marquée de peur." En plus des bouleversements à l'étranger, Michel Rocard a mis en évidence une autre crainte, "plus quotidienne, celle de l'autre, du voisin... Dans tout cela, le monde politique se trouve disqualifié. Et déjà certains fuient le front. Or, il n'y aura de victoire demain qu'en fonction du sursaut dont, aujourd'hui, nous serons ou ne serons pas capables." Michel Rocard pense avoir trouvé l'explication



de la déprime française : "La France a eu pour épine dorsale son appareil d'Etat. Le voilà affaibli par le haut par Bruxelles, par le bas par la décentralisation et partout par la mondialisation." Face à ce "chagrin civique" des Français, "la politique a besoin de retrouver une morale, un ensemble de valeurs et d'espérances au nom desquelles on se bat. Or, le discours politique se disqualifie. Tout s'y mélange. Ainsi s'estompe la dignité de l'action publique. Qu'un seul faillisse, c'est tout le corps politique qui s'en trouve frappé. Quiconque a manqué à l'intégrité doit en payer le prix, fût-il des nôtres."

Voilà pour la dignité. La politique doit aussi retrouver un sens. "C'est l'objet de ce congrès. Il faudra du temps pour que les Français mesurent ce que nous essayons de faire : une convergence autour d'un document, qui règle par accord commun la quasi-totalité de nos anciennes controverses."

Pour définir ce que doit être le socialisme, Michel Rocard propose une phrase qui traduit les axes des batailles politiques à venir : une société solidaire dans une économie de marché où l'Etat fixe les règles et prépare l'avenir.

> **"LA VICTOIRE DEMAIN EN FONCTION DU SURSAUT DONT NOUS SERONS CAPABLES"**

Une société solidaire : "L'enjeu des temps qui viennent est de mettre fin aux nouvelles exclusions. Il faut inscrire nos efforts dans une démarche fraternelle qui fait la différence entre l'assistance et la solidarité. Cela veut dire ne pas se borner à distribuer de l'argent mais permettre à chacun de trouver un appui pour construire un nouveau de projet de vie. L'autre dimension, c'est la responsabilité : donner sa véritable place au mouvement qui part du bas plutôt qu'au commandement qui tombe de haut."

"Le marché ne s'identifie pas au capitalisme. Il reste ce qu'il y a de plus efficace. Alors, cessons de geindre sur notre identité perdue. Tout nationaliser et administrer n'a jamais réussi nulle part. Reste qu'au marché, il faut des règles." Prenant l'exemple de l'entreprise, Michel Rocard dit non "à ceux pour qui l'entreprise n'est plus une communauté de femmes et d'hommes, mais se réduit à une somme d'actifs vendables. Ce sont les socialistes qui défendront l'indispensable éthique de la production."

Autre fonction de l'Etat : préparer l'avenir et être le garant des valeurs qui fondent la communauté nationale. " Il ne faut jamais reconnaître de droits collectifs spécifiques à des minorités, car ce serait confirmer des divisions, mais affirmer l'égalité des droits et des chances. Tout cela porte un nom. C'est la laïcité."

Dans le monde : "La bataille pour l'organisation de la planète est commencée. Le droit d'ingérence humanitaire est de plus en plus reconnu. Il nous faut maintenant imposer le devoir d'ingérence démocratique... On ne dira jamais assez l'importance du succès de Maastricht et la part qu'y ont prise personnellement François Mitterrand et Helmut Kohl."

Michel Rocard propose enfin une méthodologie de l'action politique. "Appuyé sur notre Projet, notre Parti peut redevenir convaincant et victorieux. Mais la politique ne retrouvera la morale et le sens que si elle redécouvre en même temps l'audace. Dès qu'on touche à quoi ce soit, se met en place la coalition des conservatismes, des corporatismes, des intérêts acquis et de la peur du changement. Les Français dépensent dix fois plus d'énergie pour bloquer les réformes que pour les mettre en œuvre. Or, la gauche se définit par le mouvement. Mais les réformes les plus indispensables sont les plus longues à mettre en œuvre et rarement les plus visibles."

Michel Rocard propose ensuite un véritable programme de gouvernement : de la décentralisation de la machine éducative au prélèvement à la source, en passant par le plafonnement des dépenses de santé.

Pour parvenir au but, deux outils sont nécessaires : les institutions et le Parti. "Il est faux de chercher dans les institutions les causes de la crise." S'il admet de possibles améliorations des institutions, il se demande :"Faut-il pour autant de changer de régime ?" Et répond non. "Gardons la relation de confiance-défiance entre l'exécutif et législatif, garante, avec un scrutin qui favorise l'émergence de majorités, du bon fonctionnement de l'autorité publique."

L'autre outil : le Parti. "Il va mieux, assure Michel Rocard. Les amitiés se renouent. Mais il faut transformer les modes de fonctionnement et de commandement. Il y a dans nos difficultés des causes statutaires. Exemple : pourquoi faire dépendre les affaires locales des prétendus clivages nationaux ? Un parti en état de marche, cela veut dire une direction renforcée et des statuts rénovés. Nous n'avons qu'un seul ennemi, conclut Michel Rocard : le défaitisme."

Gilles Casanova

Une mise à jour de nos idées -pour le compte de notre famille, la gauche, la famille socialiste, notre peuple, le peuple de gauche- s'impose. Ce que nous propose le Projet est tout autre. Plutôt qu'un aggiornamento, c'est un renunciamento. Il faut trouver les voies et les moyens d'un dépassement. C'est ce que nous avons voulu faire, ensemble, provenant de courants différents en créant autour du texte "pour la refondation" un pôle de gauche dans le PS, un pôle de référence dans la gauche.

Michel Vauzelle

1992 sera l'année de tous les dangers pour notre Europe. Il est important que les démocraties de l'Europe de l'Ouest se serrent les coudes. Ce qui s'est passé à Maastricht est un succès, dû à la volonté farouche et déterminée du président de la République. Le socialisme n'est pas usé, nos idéaux demeurent. Rassemblons-nous donc auprès du président. Cessons de contribuer à la morosité de nos compatriotes en étalant nos propres problèmes qui ne les intéressent pas.



Congrès du Projet

Gérard Fuchs

Nous vivons dans un monde d'interrogations et d'inquiétudes. C'est la conjonction des mutations technologiques et politiques. Il n'y a pas de réponses simples. L'histoire a montré que la conjonction des forces de l'extrême droite et des nationalistes pouvait être générateur de tragédies." Face à cela, une des directions possibles, consiste à aider l'Europe. A cet égard, Maastricht a été un grand succès : un acte déterminant pour la construction d'un pôle stable et solide dans un monde tourmenté.

Jacques Salvator

Le Projet renoue avec la véritable tradition politique du PS, la social-démocratie, et crée les conditions d'une véritable renaissance des idées et des pratiques militantes." Le marché est "au cœur du système productif efficace". Reste que le marché a ses limites et l'Etat la responsabilité "de ne laisser personne sur le bord du chemin".

Jean-Pierre Bayle

Le dernier intervenant conclut en se réjouissant des accords de Maastricht et "des efforts de notre pays pour forger l'Europe des citoyens et des droits de l'homme que nous appelons de nos vœux. Une responsabilité historique et une chance à saisir."

Yougoslavie : la gauche européenne est en retard d'analyse sur la droite

Rencontre avec Ivica Percan, vice-président du Parlement de Croatie, du Parti des réformes démocratiques de Croatie, et Peter Bekès, vice-président du Parti des réformes démocratiques de Slovénie.

Comment peut évoluer le conflit en Yougoslavie ? Quel projet pour les républiques de l'ex-Yougoslavie ?
Ivica Percan. Le conflit a commencé à la Ligue communiste yougoslave. Elle s'est brisée sur la question : comment réformer la Yougoslavie ? Une faction dirigée par Milosevic a tenté d'imposer ses vues uniformes et centralisées contre les partisans d'une fédération de républiques autonomes. En économie, le débat portait sur le renforcement de l'économie de marché ou sur l'influence prépondérante de l'Etat centralisé. La faction réformiste a alors organisé des élections en Croatie et Slovénie. Les réformes se



▲ *Ivica Percan, vice-président du Parlement de Croatie (assis).*

sont heurtées aux volontés hégémoniques des autorités serbes et la guerre a éclaté. Ce conflit a donc des bases politiques et non ethniques.
Aujourd'hui, toute solution passe par la souveraineté et la reconnaissance des républiques. Il faudrait que les pouvoirs nouveaux représentent les intérêts des populations et non les mythes nationaux ou historiques. La minorité serbe doit être protégée contre l'assimilation de la population majoritaire croate.

Peter Bekès. Le Parti des réformes démocratiques avait le projet d'une confédération en Yougoslavie. Très semblable à celui que lord Carrington a proposé. Après l'agression de l'armée fédérale, ce projet n'est plus réaliste. Cela ne veut pas dire que nous ne voulons pas de liaisons entre les républiques sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Mais seule une paix stabilisée peut le permettre. Il nous faut un droit des minorités présentes à des degrés divers dans toutes les républiques. En Slovénie, les petites minorités hongroises et italiennes ont un droit de veto pour toutes les questions qui les concernent.

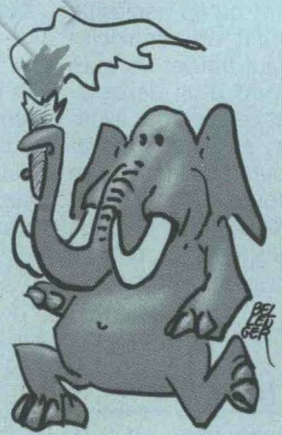
Comment éviter que le fossé se creuse entre les communautés ? Quel rôle peuvent avoir les socialistes français pour favoriser une solution ?
Ivica Percan. Notre parti a toujours essayé de faire la différence entre le régime serbe et le peuple, entre nationalistes extrémistes et droit à une conscience nationale. Avec une Serbie démocratique, nous pouvons avoir un bon voisinage et des intérêts communs, mais pas avec une Serbie hégémonique. Notre intérêt est que le parti au pouvoir en France ait une vision complexe et autant que possible objective de la situation dans chacune de nos républiques. La position de la France, qui a un rôle moteur dans la constitution d'une Europe démocratique est très importante pour nous.
Peter Bekès. Il faut mettre en œuvre les mécanismes internationaux pour mettre fin au conflit. Nous demandons au Parti socialiste, en tant que parti au pouvoir, d'entreprendre des démarches plus efficaces. Nous espérons qu'il prendra des contacts plus intensifs avec les partis démocratiques croate et serbe. La gauche européenne est en retard d'analyse sur la droite. Cela rend la situation difficile pour les forces de gauche en Slovénie, Croatie et Serbie. Et les risques de xénophobie, de repli nationaliste, s'en trouvent accentués.

Traduit par Sonja Lokar, vice-présidente du Parti des réformes démocratiques de la Slovénie.

● SAMEDI, L'ARCHE... SAMEDI, L'ARCHE... SAMEDI, L'ARC

UNE ORGANISATION RIGOUREUSE

Depuis plus de trois mois, une petite équipe de six camarades préprare le congrès. C'est Guy Farré, délégué général à l'organisation, qui assure la coordination. "Nous avons travaillé, explique-t-il, en collaboration avec la société Communimage. Le départ de la flamme olympique posait un cas difficile de sécurité. C'est en liaison avec la préfecture des Hauts-de-Seine que nous assurons a sécurité du congrès." La principale crainte



de Guy Farré est la surveillance de nuit. "La Défense, ajoute-t-il, est un quartier qui a plutôt mauvaise réputation." L'installation des lieux a commencé le 4 décembre, soit près de dix jours de travail. Le démontage des locaux commencera dimanche après-midi et finira lundi. Autour de l'équipe chargée de l'organisation, plus de cent permanents ont été mobilisés, plus le service d'ordre, plus les techniciens des entreprises. Au total, près de 500 personnes participent au bon déroulement du congrès. Guy Farré en est à son cinquième congrès et, à chaque fois, c'est une organisation particulière, à chaque fois, il faut s'adapter. Il faut aussi prévoir les chambres d'hôtel, les repas, les salles de réunion pour les différents courants... L'organisation d'un tel événement est un sacré travail. Pour Guy Farré, les participants ne se rendent pas toujours compte de l'effort entrepris. Un grand remerciement à tous ceux qui ont pris part à l'organisation de ce congrès.

TOUJOURS PLUS

A la devise "un nouvel horizon pour la France et le socialisme", devrait succéder la formule "citius, altius, fortius" (en latin : plus vite, plus haut, plus fort). Son auteur était un dominicain français, le père Henri Didon (1840-1900).

DES TRADITIONS

Les congressistes ont des traditions. Par exemple, la délégation des Pyrénées-Atlantiques se retrouve toujours le premier soir du congrès pour un repas particulièrement convivial. Pierre Lahillonne, secrétaire fédéral explique : "Notre délégation se compose de dix-sept personnes. Vendredi soir, Jean-Pierre Destrade, membre du comité directeur, nous a tous invités dans un restaurant connu, "Au Pichet".

DE L'ARCHE DE LA DEFENSE

Allemagne : assurer la sécurité de l'ensemble du continent européen

Entretien avec Karsten Voigt, président de la Commission internationale du SPD, député de Francfort.

Comment appréciez-vous le sommet de Maastricht ?

Karsten Voigt. Sur ce qui a été décidé à Maastricht, le SPD est globalement d'accord. Nous sommes un peu sur notre faim en ce qui concerne l'union politique, et insatisfaits des pouvoirs toujours réduits du Parlement européen. Nous sommes mécontents de la position britannique en ce qui concerne l'Europe sociale, qui ouvre une brèche. Comment le Parlement européen lui-même et les parlements nationaux réagiront-ils pour améliorer les résultats de Maastricht ? Deux points concernent les intérêts allemands : je suis député de Francfort, j'aurais aimé que la Banque européenne soit à Francfort et suis déçu du refus d'augmenter le nombre de députés allemands au Parlement européen, ce qui va entraîner la diminution du nombre de députés dans chaque Land du fait de la réunification. La résistance est venue surtout de la France. Ce sont des points sur lesquels le SPD souhaite une amélioration.

Comment appréciez-vous l'effort de rénovation du PS à travers son Projet ?

Il est évident que ce Projet va beaucoup rapprocher le SPD et le PS sur toutes les questions programmatiques. En tant que partis européens, nous sommes contraints à une réforme et à un développement permanents. L'exemple récent de l'évolution de l'Europe de l'Est nous donne à réfléchir. Nous aimerions le faire avec ceux de nos voisins européens qui partagent le même idéal. En Europe de l'Est, la transformation d'une économie planifiée, centralisée et bureaucratique, en une économie de marché, va poser quantité de problèmes.

Il faut discuter ensemble des moyens d'aider les pays anciennement communistes. C'est décisif pour la sécurité de l'ensemble du continent européen. Pour nous également, la paix avec la nature fait partie de la politique de sécurité. Chez nous, la politique écologique n'est pas un aspect additionnel. C'est une source de la transformation du processus de production lui-même. Pierre Mauroy a parlé de combiner l'efficacité économique et le progrès social. Il y a un troisième volet : rendre l'économie industrielle compatible avec les intérêts écologiques. En Allemagne, l'écologie est devenu partie intégrante de la politique industrielle.

Propos recueillis par B.C.

◆ RENCONTRE ◆

Pierre Bauby, auteur de "L'Etat-stratège, le retour de l'Etat" (1), n'a pas raté un seul congrès du PS depuis 1981. Il donne ses impressions.

"Le PS est à la croisée des chemins. Son ancienne stratégie des années 70 a échoué et il doit en définir une autre, son positionnement dans la société française, dessiner de nouvelles perspectives.

A cet égard, les deux premières parties du Projet sont riches et intéressantes. Les propositions, elles, sont courtes. D'ailleurs, ce n'est pas vraiment une critique. La problématique me semble porteuse d'avenir. Mais il faudrait que le PS cesse de faire joujou avec ses courants, pour se transformer. Les partis reposent toujours sur une conception ancienne où une avant-garde, composée de spécialistes qui travaillent ensemble, trace les perspectives pour tout le monde. Cette forme est périmée. Il faudrait élaborer de nouveaux rapports entre la politique et la société, avec des réseaux plus souples que les anciens liens hiérarchiques, pour associer le maximum de citoyens dans un projet d'avenir."

Propos recueillis par M.G.

(1) Editions ouvrières, 238 p., 120 F.



Congrès du Projet

HE... SAMEDI, L'ARCHE... SAMEDI, L'ARCHE ●

Nous étions installés à une table où déjeunèrent, il y a quelque temps, François Mitterrand et Helmut Kohl. La convivialité fait partie de notre culture, nous aimons faire la fête mais, samedi matin, nous étions tous présents et en pleine forme."

SOUVENIRS, SOUVENIRS...

Militant depuis 1974, Patrick Perrocheau, originaire de Nantes, a une longue expérience des congrès. Il les a tous suivis et, à chaque fois, dans le service d'ordre. "Le service d'ordre, dit-il, c'est un peu l'envers du décor, les coulisses, on entend tout mais on ne dit rien." Aujourd'hui, l'habitude et l'expérience ont fait fuir l'inquiétude des débuts. Patrick redoute surtout les bousculades mais il conserve son calme. "Je n'ai aucun mauvais souvenir, insiste-t-il, tout s'est toujours bien déroulé, mais ce travail exige une grande maîtrise de soi. A chaque fois, le service d'ordre s'adapte à la salle. Les surveillances à l'extérieur sont les plus délicates. Ce week-end, la période la plus difficile est le départ de la flamme olympique." Patrick Perrocheau n'est pas venu seul, l'équipe nantaise est constituée de plus de vingt personnes. Le doyen, Henri Borde, autre habitué des congrès, a 52 ans. Le plus jeune a 20 ans. Vendredi soir, l'équipe s'est offert une soirée gastronomique dans un restaurant afghan. Le congrès, c'est aussi la fête.

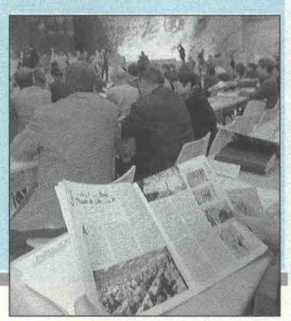
RALLUMEZ LA FLAMME

Trouvez quelques vestales. A défaut, des figurants feraient l'affaire. Sur fond de ruines, faites brandir par un solide athlète un rameau d'olivier, symbole de paix, de fraternité, de projet.

Et si un nombre suffisant de mois lunaires sont révolus depuis la dernière olympiade, l'horizon devrait à nouveau s'éclairer.

ÇA DECOIFFE !

Une brosse capillaire à dents rétractables, spécial congrès, est proposée pour 10 F aux congressistes ébouriffés par la hardiesse des propositions.



RESULTATS DEFINITIFS DU VOTE DES MILITANTS

66.594 VOTANTS.

- *Texte du Projet* **81,36%.**
- *Texte 2 (Socialisme et République)* **12,31%.**
- *Texte 5 (Dray-Mélenchon)* **6,33%.**
- *Amendement 1 (contre la technocratie)* **76%.**
- *Amendement 3 (transformation du capitalisme)* **75%.**
- *Amendement 4 (compromis social et action dans les entreprises)* **88%.**

DE L'EUPHORIE AU

bulletin de santé

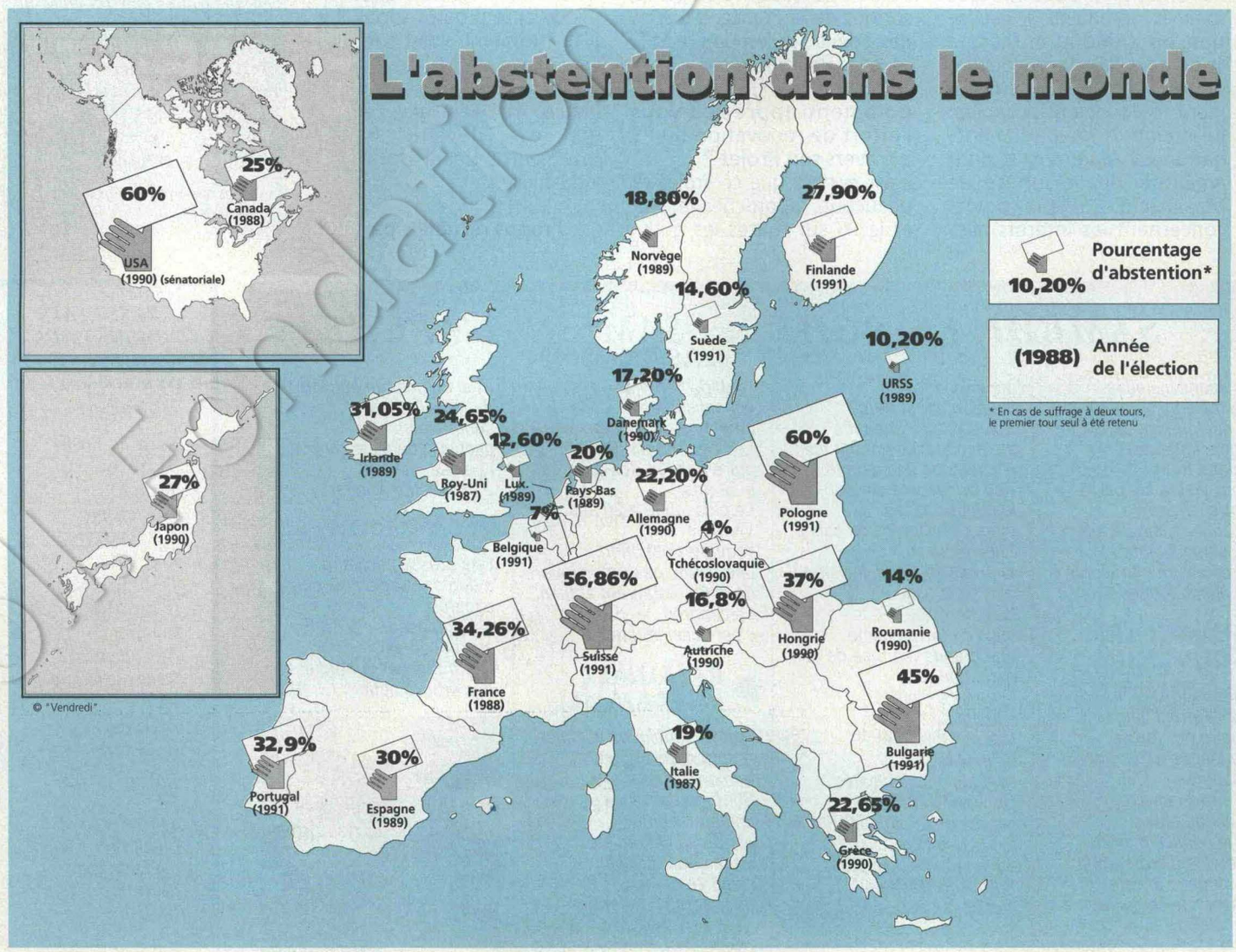
Au point qu'on se demande si la démocratie ne s'est pas quelque peu assoupie dans les pays où elle règne depuis longtemps et si elle va vraiment s'installer dans les pays où elle vient d'éclore. Dans les vieilles démocraties anglo-saxonnes, nordiques ou latines, on parle de crise de représentation. En Europe de l'Est, on craint, à la faveur de la grave crise économique dans laquelle ces pays sont plongés pour longtemps, le retour d'un pouvoir fort qui n'aurait vraisemblablement pas le communisme comme idéologie. Quant aux pays du tiers monde, leurs soubresauts sont tels que se produisent des va-et-vient brusques entre dictature et démocratie, comme on a pu le voir dans des pays comme la Birmanie, le Togo ou le Pakistan.

MONTEE DE L'ABSTENTION

Pourtant, l'aspiration démocratique est le facteur le plus puissant de mobilisation des peuples, si l'on excepte le sentiment nationaliste. Cette aspiration devrait s'exprimer au travers du suffrage universel direct. Le libre choix de ses dirigeants, l'éventail d'options différentes pour conduire la société sont la conséquence et l'aboutissement de ces droits inaliénables de la personne humaine que sont la liberté de conscience, d'expression et d'association. "One man, one vote" (un homme, une voix) demeure la revendication essentielle de ceux qui, en Afrique du Sud, veulent passer d'un régime de discrimination à un système vraiment démocratique.

Si on mesure la démocratie à l'aune de cette première participation à la vie publique qu'est le vote, la situation ne se présente pas sous les auspices les plus favorables. Quasiment partout en Occident, nous assistons à une baisse de la participation électorale. Baisse qu'il faut toutefois relativiser et qui prend plus l'allure d'une lente érosion que d'une chute vertigineuse. Les pays les plus traditionnellement abstentionnistes, la Suisse et les Etats-Unis, le demeurent et, même si pour certains pays le spectre américain est évoqué -notamment pour la France- nous en sommes encore assez éloignés : ce n'est probablement pas lors de la prochaine élection que nous verrons le président français être élu avec une proportion de votants inférieure à la moitié du corps électoral comme c'est maintenant le cas aux Etats-Unis. Néanmoins, les 34,26% d'abstention aux législatives de 1988 n'avaient jamais été atteints et il n'est pas assuré que la participation soit beaucoup plus importante en 1993.

Alors que cette érosion pointait déjà en Occident, la libération à l'Est devait provoquer chez des leaders d'opinion comme chez des hommes politiques une analyse qui, à l'époque, pouvait se tenir. Habitués à vivre dans un Etat démocratique, les Occidentaux ne faisaient plus les gestes démocratiques élémentaires que les populations des pays anciennement com-



DESENCHANTEMENT

de la démocratie

Les années 80 s'étaient achevées dans l'euphorie démocratique. Comme si les peuples avaient voulu, ensemble, fêter concrètement en 1989 le bicentenaire de la Révolution française, pour vivre les droits de l'homme et du citoyen. Les années 90 s'ouvrent sur le désenchantement. Un totalitarisme à peine vaincu, d'autres redressent la tête. La poussée électorale et les manifestations de plus en plus bruyantes de courants fascisants inquiètent.

munistes accomplissaient avec entrain et enthousiasme. L'exhortation à ne pas abandonner un devoir civique, qu'il fallait tant de manifestations pour l'arracher ailleurs, l'opposition entre repus de la démocratie et ceux qu'un long hiver communiste avait affamés pouvait avoir encore quelque vraisemblance.

Mais nous n'avons pas tardé à déchanter. L'histoire s'est accélérée dans les pays d'Europe centrale et, avec elle, l'abstention. Les 4% obtenus après la Révolution de velours en Tchécoslovaquie ne seront bientôt qu'un souvenir exceptionnel et la patrie de Vaclav Havel doit sûrement à l'absence d'élections depuis de figurer au premier rang de la participation électorale. Chiffre honorable pour la Roumanie en 1990 : 14% (mais 33% en 1991 pour le référendum sur la nouvelle constitution). En 1991, la Bulgarie descend à 40% d'abstention. Le résultat de la Pologne est encore plus catastrophique : 60% d'abstention aux élections de 1991. Le paradoxe voudra que ces élections totalement libres enregistrent une abstention plus massive que celles des 4 et 18 juin 1989 contrôlées par le Parti communiste polonais (POUP) où la liberté de choix ne portait que sur le tiers des députés, Solidarnosc raflant tous les sièges. Deux ans après, les partis éclatés et divisés issus de Solidarité (celui qui arrive en tête, l'Union démocratique de l'ancien premier ministre Mazowiecki, recueille 13% !) n'arrivent pas à se mettre d'accord sur le nom d'un premier ministre pour gouverner ensemble dans ce qui ressemble à une caricature de démocratie, le Parti des buveurs de bière obtenant 16 députés.

Certes, les référendums sur les indépendances à l'Est avec élection présidentielle simultanée donne des participations supérieures à 80%. Mais le cap des deuxièmes élections est souvent nettement plus délicat. Car, avec la montée de l'abstention, c'est l'émiettement des forces politiques qui est aussi une caractéristique de ces dernières années. L'une ne va pas sans l'autre, d'ailleurs, et c'est parfois l'indifférence de ceux qui, traditionnellement, venaient grossir les majorités ou les oppositions alternatives qui permettent aux minorités extrémistes ou périphériques de peser électoralement. Patrick Bruel sur TF1 a justement souligné cette situation qui favorise en France le Front national d'où son appel aux jeunes à voter. Le mouvement est toutefois loin d'être uniforme, certains pays comme l'Angleterre ou les Etats-Unis restant quasiment immuables et d'autres, comme le Portugal, allant même plutôt dans le sens d'une bipolarisation.

UNE VIE ASSOCIATIVE EN EBULLITION

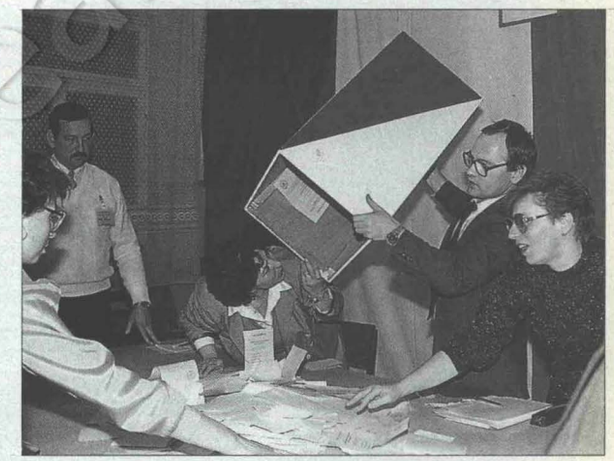
En France, si on se retourne vers d'autres formes d'engagement que l'engagement politique (l'adhésion baisse dans tous les partis, sauf, hélas, au Front national et même les Verts n'arrivent pas vraiment à décoller), la situation n'est guère florissante. Traditionnellement faible, l'engagement syndical ne cesse de baisser, le plus inquiétant étant la désaffection chez les jeunes : 1% chez les moins de 25 ans. La démocratie battrait-elle de l'aile ? Ce serait un jugement trop hâtif. La vie associative, contrairement à une idée trop répandue, peut-être parce que les grandes associations type parents d'élèves sont en chute libre, est en pleine ébullition. En 1980, 23.318 associations loi 1901 étaient fondées, 33.000 en 1981, 46.000 en 1984, 48.000 en 1985, 60.000 en 1990. Beaucoup sont éphémères, peu nombreuses, contradictoires entre elles, mais néanmoins elles sont souvent un apprentissage de la démocratie.

L'INVENTION DÉMOCRATIQUE



Congrès du Projet

La pratique effrénée des sondages -la France détenant un record en ce domaine- fait-elle croire aux citoyens que nous vivons dans un bain démocratique permanent, nos dirigeants ayant une température de l'opinion quasi journalière ? On parle beaucoup d'un déficit démocratique en France. Si le déficit est entendu comme la différence entre deux plateaux de la balance dont l'un contiendrait l'ensemble des libertés et l'autre l'ensemble des contraintes arbitraires, l'expression n'est pas adéquate. Elle frise même le ridicule si on compare la France aux 90% du reste du monde. L'idée du déficit renvoie plus justement aux attentes des Français. Elle montre que l'aspiration démocratique n'est pas tarie, même si les Français semblent se détourner des formes habituelles de la démocratie. Et rend plus que nécessaire cette invention démocratique dont parlent les socialistes dans leur Projet.



▲ *Pour ses premières élections totalement libres, la Pologne enregistre 60% d'abstention.*

Le déclin des grands appareils idéologiques fédérateurs des grandes masses a certainement laissé des traces. Nous vivons dans l'ère du micro et de la miniaturisation. Les moyens de transmission, de communication et de diffusion modernes ont décuplé les possibilités d'expression. Les grands moyens de production se sont sophistiqués, passant d'une massification standardisée à une ample diversification. Nous pressentons que les changements technologiques qui bouleversent notre vie quotidienne ne seront pas sans effet sur la vie démocratique. Mais nous maîtrisons encore mal ces instruments que sont la télévision et l'ordinateur. Dans un premier temps, ils ont privilégié l'individu, ce qui est à la fois positif, la notion de liberté étant inséparable de celle d'individu, mais aussi négatif, quand le respect de l'individu dévie dans l'individualisme forcené et l'égoïsme. Saurons-nous retrouver les contrats et les liens qui, au travers ou non de nos drôles de machines (dont on nous dit qu'elles seront de plus en plus interactives), font des individus les citoyens d'une vraie démocratie ?

Bernard Chaouat

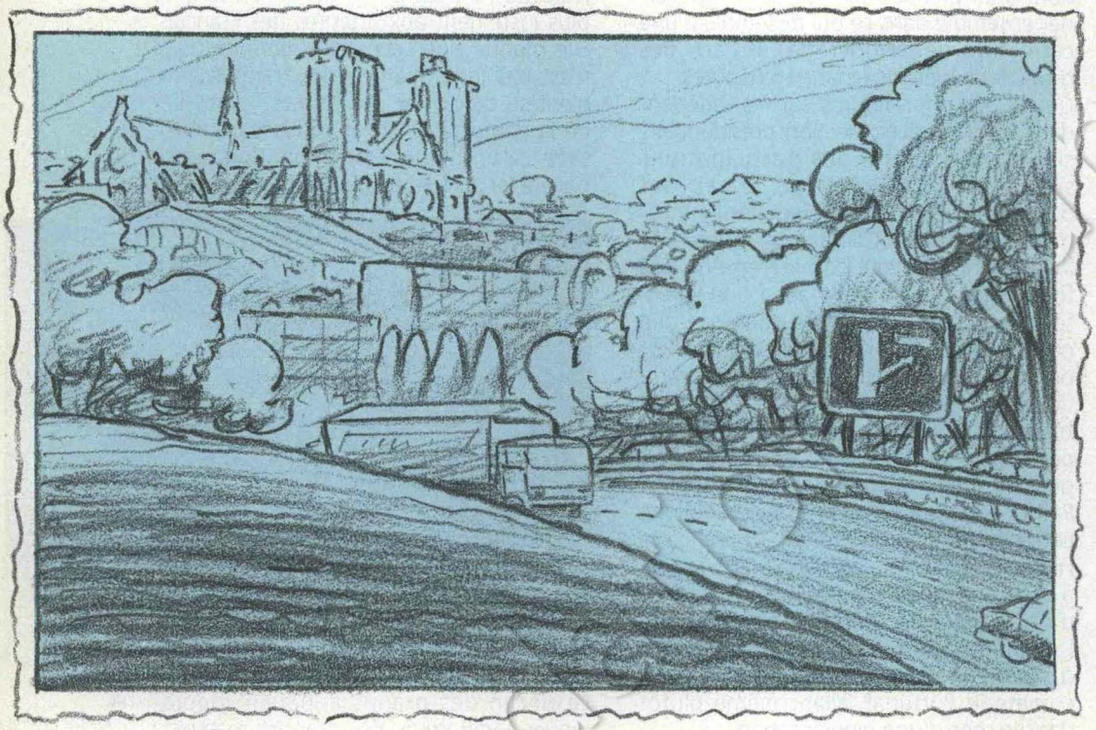


Congrès du Projet

FICTION ROSE... FICTION ROSE... FICTION

et si les socialistes allaient au bout de leur rêve...

An 2000.
Petit à petit, les socialistes font passer leur Projet dans la réalité.
Se parler davantage, dans la commune, dans l'entreprise, dans la vie.
Comprendre que tous les pays doivent aller vers le mieux, d'un même mouvement.
Permettre à chacun d'être soi, en donnant toute sa richesse.
Et puis, l'amour en plus...
Scène du quotidien.



J'aime bien l'automne. Feuilles qui se décomposent, écorce humide des arbres. Et puis l'odeur des matins, quand il reste, dans le fond de l'air, comme en suspension, le souvenir des feux de cheminée de la veille. C'est vrai qu'à Paris j'avais un peu oublié tout cela. Paris capitale. J'ai fait la tête quand, en 1992, le gouvernement de l'époque a décidé de décentraliser l'INA (Institut national de l'audiovisuel). Et moi avec. Moi et ma petite famille. Annie, ma tendre et douce, était sur la même longueur d'ondes "On va pas aller s'enterrer dans ce trou perdu ; 20.000 habitants." Mais je l'aimais, moi, ce boulot à l'INA. Annie s'épuisait entre Manpower et Intérim 2000. C'était la course pour emmener Camille à la crêche, à 2 km de notre 40 m2, une demi-heure en voiture. Alors, on a fait nos valises. Du même coup, on s'est rapproché de belle-maman et beau-papa. J'ai l'impression d'être né ici. On n'est pas mort, finalement. Ca vit, ici. Ca respire. Franc et fort.

Merde, déjà 16 heures. Accélère, mon vieux. Denis va se réveiller et le biberon n'attend pas. Il y a des chances pour que Mme Bernard soit là. Notre voisine, 78 ans, bon pied, bon œil : elle aime bien venir à la maison, pour préparer le goûter d'Antoine et lui raconter des histoires. Mais pour peu qu'elle soit encore partie en vadrouille, faire sa tournée des hôpitaux, donner ses cours de tricot ou je ne sais quoi. Elle me donne parfois le tournis et presque des complexes à moi, "la marmotte", comme dit Annie. Chacun son truc, chacun son rythme. Voilà pourquoi j'ai pris un an de congé paternité, quand Antoine est né. Je ne le regretterai jamais : c'est moi qui, le premier, ai découvert le microscopique morceau d'émail de sa première dent, moi qui l'ai vu ramper par terre, à reculons. Mon bébé des Indes. J'ai pris le pli, le goût de la vie au ralenti, sweet home. Alors j'ai rempilé en prenant deux ans pour un congé d'intérêt culturel, en mettant sur pied, avec la maison communale de la solidarité, un projet de conte, un long métrage. Il est passé sur FR3 et a tourné dans les trois salles de cinéma de la ville. On est rentrés dans nos fonds. Depuis deux mois, j'ai repris du service à l'INA. Mais je bosse à domicile. En général, je passe au bureau pour voir mes collègues, bavarder un coup et livrer mes clips. Au pire, je les fais passer par fax.

"Vous allez attraper froid avec juste un pull-over sur le dos." C'est Victor qui m'apostrophe, l'îlotier du quartier. Il est accoudé à la barrière de M. Taloum avec qui il discute ferme sur l'avenir de l'Afrique. Ca finit toujours pareil : "Que les pays africains aient des gouvernements démocratiques, que le système monétaire international ait été modifié et que les pays occidentaux réservent 2% de leur PIB à ce continent, c'est l'essentiel", affirme le premier.
"On pourra être satisfaits quand on entendra autant de chansons africaines dans l'ensemble de la Confédération européenne que de chansons européennes en Afrique", clame le second. C'est un jeu entre eux. Je rassure Victor : "C'est un pull en laine de verre, hyper doux. Même s'il faisait moins dix, je serais paré." Je m'arrête à la boulangerie pour acheter des cornes de gazelle. J'en prends carrément pour dix écus. On adore. Annie ne m'en voudra pas. Elle ne se prend plus la tête avec son régime. Peut-être parce que maintenant, dans les magazines, on ne voit plus seulement des êtres surnaturels, longilignes, hauts sur pattes avec sourires carnassiers. Des petits, des rondes, des ridés avec des lunettes, comme dans la rue.



Pas un bruit dans la maison. Camille est dans sa chambre, assise par terre, le casque du baladeur sur les oreilles. J'aime pas trop. Elle daigne enlever ses oreillettes.
"T'as pas de devoirs, pitchoune ?"
"Ben si, c'est ce que je fais, j'écoute mon cours d'instruction civique."
"Ah bon. Et t'as la forme ?"
"Meilleures augures (c'est la dernière expression à la mode), demain, un journaliste vient nous parler de son métier. Et vendredi aprèm, on va au théâtre. Ah, j'oubliais, tu pourrais prévoir de quoi goûter pour cinq ou six affamés, demain soir ? J'accompagne Mila au cours de soutien scolaire."
"Comme si c'était fait."
Adieu cornes de gazelle...
Je m'installe devant la télé. Je zappe entre la chaîne musicale et l'émission scientifique de la deuxième chaîne.
Remue-ménage. Annie est rentrée. Elle a la mine boudeuse des jours sans.
"Bonsoir mon ange !"
"Salut, t'a achteté des yaourts ?"
Romantique avec ça. "Tes préferés, mon amour, à la vanille et label vert... Allez, raconte."
"Rien à raconter. Mais j'ai le crâne un peu farci. Je sors de la réunion mensuelle de concertation. Mancel, le PDG adjoint, accepte plutôt bien que l'on donne notre avis sur la marche générale de l'entreprise, mais c'est laborieux. Par exemple, il est très réservé sur la nomination de Dugenou au poste de directeur écologique, sous prétexte qu'il n'a pas le diplôme adéquat, alors qu'il est fait pour ce poste."
"Patience, il faut du temps pour que les choses bougent."
"Patience ? Je connais pas... Au fait, tu as des nouvelles de Stéphane ?"
"Par visiophone interposé. Il a meilleure mine. Il dit que le H5 antisida semble vraiment efficace. On est invités le 27 pour fêter son alliance avec Benjamin."
"Le 27, on ne devait pas aller en week-end à Paris ?"
"Si, mais c'est le dimanche soir. Une heure de TGV, on sera rentrés."
Elle a toujours un calendrier dans la tête, mon Annie.
J'ajuste ma voix la plus gentille : "T'es pas trop fatiguée pour m'accompagner à la réunion intercommunale ?"
"C'est quoi, l'ordre du jour ?"
"La discussion sur le plan d'occupation des sols, la préparation de l'élection des conseils de cité. Je crois aussi que Maurice, tu sais, l'agriculteur du "Grand Chemin", voudrait utiliser le nom du pays pour vendre ses fleurs et veut en parler avec tout le monde... Et puis, moi aussi, je suis à l'ordre du jour."
"Ah, ça se gâte. Et pourquoi est-ce ?"
"Je crois que je vais me présenter aux prochaines législatives. On me l'a demandé."
"Attends, je m'assois. T'avais juré que la politique, c'était fini, quand tu as rendu ta carte du PS."
"Je l'ai reprise depuis. Non, et puis je trouve que ça vaut le coup. J'ai l'impression que ça redevient une grande chose, la politique."



"Peut-être bien, oui. Peut-être bien. On avance. Mais parfois, je me dis que tout cela manque un peu de poésie."
"La poésie, mon amour, elle est partout. Elle est aussi tout près, dans tes yeux...."

Maryline Trassard

VOTER, C'EST EXERCER SON DROIT, C'EST ETRE CITOYEN A PART ENTIERE

Le MJS mène une campagne nationale pour l'inscription des jeunes sur les listes électorales. Une affiche et une carte postale gratuites servent de support pour sensibiliser les jeunes à la nécessité de voter.
Il s'agit de montrer que l'exercice de ce droit permet à la fois de garantir et d'élargir la démocratie. Sans usage de la liberté de s'exprimer par le droit de vote, il ne peut y avoir que des régimes totalitaires.



Etre électeur c'est être citoyen, c'est intervenir et être concerné par les orientations politiques qui déterminent la vie quotidienne.
Voter c'est choisir, c'est faire barrage à l'extrême droite et à la politique anti-sociale et anti-égalitaire de la droite.
Voter, c'est exprimer son opinion, ses préférences, c'est peser sur les décisions en élisant des représentants qui défendent des idées proches des siennes. S'abstenir, c'est au contraire laisser la porte ouverte à ceux qui crient le plus fort et qui, devant l'indifférence des électeurs, peuvent être tentés de gouverner sans contrôle.
Cette affiche a été conçue par un jeune artiste de banlieue : Valentin Absinthe.

à travers les délégations

Expression. Expression de ceux qui ne montent pas à la tribune, mais qui n'en ont pas moins de choses à dire. Et qu'il vaut, aussi, d'écouter.

C'est la morosité qui me frappe le plus. Les délégués ont l'air désespérés. Ils sont en fait persuadés d'avoir déjà perdu les élections. Ils n'y croient plus, ils ne sont plus motivés. Le PS s'est embourgeoisé : nous ne sommes plus sur le terrain comme avant, et cela me manque. Les gros éléphants ont l'air de ne plus vouloir s'affronter, ils parlent officiellement d'unité.
Officieusement, ils font distribuer des photocopies de leurs tracts dans la salle et les militants des autres courants ne sont pas contents. En fait, on continue de se battre plus entre courants que contre les vrais adversaires, le Front national et la droite. C'est pour cela que j'ai aimé le ton volontariste d'Edith Cresson. Elle veut remobiliser les militants et passer entre les courants.
Stéphane Pacalet, 17 ans, lycéen. MJS. Grenoble.

◆

C'est la première fois que je viens à un congrès du PS et je le trouve très intéressant. J'aime surtout les discours de rassemblement, de cohésion : ils changent des petites phrases acerbes que l'on entend d'habitude. Les jeunes ne sont pas spécialement attirés par ce type d'atmosphère, mais plutôt par la volonté de rassemblement qui peut unir à nouveau militants et sympathisants.
J'ai beaucoup apprécié le discours d'Alain Claes (mais c'est peut-être normal, il est de ma fédération), car il parlait de l'intérêt du militantisme et du besoin que nous ressentons de retrouver les gens. Un autre, dont j'ai oublié le nom, a parlé des jeunes beurs. Cela nous change de ce qu'on entend quotidiennement, des discours de Chirac, de Giscard, et nous redonne confiance dans des valeurs que l'on trouve moins aujourd'hui dans notre société, et qui sont les valeurs républicaines.
Hugues Laprie, 21 ans. Auditeur. Vienne.

◆

Ce congrès est décevant. La configuration même de la salle ne permet aucune convivialité, à la différence de Rennes. On a l'impression, ici, que tout a été fait pour que rien ne se passe. Les discours se suivent les uns après les autres, sans que personne n'interpelle personne. Les effets de tribune, c'est bien, mais cela ne suffit pas. Les discours sont des paroles, c'est tout. En fait, on ne va pas parler du Projet. On n'entend pas : "Voici ce que, nous, nous proposons." Qu'allons-nous raconter à nos camarades en rentrant dans nos sections ? Je ne pourrai pas dire que l'on nous a dit de faire ceci ou cela pour gagner les élections de 1993. Après tout, ce congrès n'est pas si extraordinaire que ça. Pour gagner, il faut autre chose. Lutter contre le Front national, c'est une priorité. Mais avec quoi allons-nous la mettre en pratique ? Avec quelles armes, quel matériel ? Comment le gouvernement va-t-il nous aider pour qu'il y ait des conditions de vie, de travail, décentes, qui coupent l'herbe sous le pied du Front national ?
Claire Robillard, 31 ans. Assistante parlementaire. Essonne

◆

J'ai simplement fait un saut aujourd'hui, car je travaillais cet après-midi. Je n'attends rien de ce congrès. Le Projet sera adopté, c'est bien. Après, on travaillera avec, dans les sections, auprès de la population. Il ne fallait pas trois jours pour ça.
Françoise Carle. Membre comité directeur. Amiens.

◆

Membre de la commission exécutive fédérale de la Guadeloupe et secrétaire de la section de "Vieux Habitants", je vis dans une région où on doit tenir compte de notre spécificité. Aujourd'hui, il y a des éléments nouveaux qui ont permis une certaine évolution, notamment avec l'approfondissement de la décentralisation. Nous souhaitons qu'on aille plus loin en ce sens. Nous souhaitons que l'on approfondisse également un peu plus la coopération régionale à l'intérieur des Caraïbes.
Je suis venu pour écouter les ténors, les éléphants, comme on dit. Nous sommes dans une période pré-électorale : nous devons effacer les soubressauts de Rennes, être moins moroses, avoir plus de confiance dans les luttes à venir. Il faudrait laisser tomber un peu les divergences au sein des courants, faire l'unité, pour permettre au Parti de gagner les élections.
Joël Clairy, 39 ans. Délégué. Guadeloupe.

◆

L'ambiance est assez molle, complètement différente de Rennes. Là-bas, c'était trop partisan, mais ici, les gens n'ont pas l'air intéressés. Ils sont démobilisés. Tout se passe comme si nous avions déjà intégré la défaite électorale, comme si nous avions perdu. Cela dit, un congrès, c'est toujours une fête, un lieu de convivialité. On retrouve des camarades qu'on n'a pas vus depuis longtemps. Accessoirement (sourire), j'ai aussi visité Paris ce matin. Je n'avais pas encore vu la pyramide du Louvre.
Monique Squerré, institutrice. Déléguée. Hautes-Pyrénées.

◆

Je milite depuis 1988. Je suis allé au congrès de Rennes mais, je l'avoue, je n'étais pas passionné. J'espère que celui-ci brisera la logique des courants. Ce congrès doit commencer à préparer l'an 2000. Je ne me fais pas d'illusions sur les résultats aux prochaines élections. Mais il faut voir plus loin, voir à long terme. Le PS doit être assez mûr pour trouver son indépendance et, en particulier, se démarquer du président de la République. Le Parti a besoin de trouver une nouvelle dynamique. Cela aidera peut-être à raccrocher les jeunes, ceux qui, comme moi, n'ont pas voté en 1981 et ceux qui, aujourd'hui ne se retrouvent pas dans la gauche parce que le PS n'a pas su les rassembler.
Nicolas Legris, 20 ans, étudiant. Auditeur. Côtes-d'Armor.

◆

Le Projet est trop théorique, trop philosophique, un peu loin des gens. Mais c'est un effort important pour nous mettre en phase avec la société d'aujourd'hui. J'ai été très intéressé par la réflexion sur le temps libre. L'ambiance est meilleure qu'à Rennes, plus détendue. Dommage qu'il soit difficile de discuter avec les dirigeants. Et puis, pourquoi avoir isolé les délégations d'Ile-de-France dans une travée spéciale, séparées des provinciaux ?
Michel Léger, animateur socio-culturel. Délégué. Haute-Loire.

◆

Je suis ici parce que j'ai voulu y être. Je suis militant socialiste, responsable adjoint d'une section d'une centaine d'adhérents dans la Manche. Lors du congrès fédéral, je n'ai pas été pressenti pour venir, mais j'ai revendiqué le droit d'être présent, ce que j'ai obtenu sans difficulté.
Je considère que les militants, et les militants de base, doivent participer à l'ensemble de la vie du Parti. Si les responsables du Parti estiment que ceux-ci doivent servir simplement à coller des affiches, à distribuer des tracts ou des journaux, c'est un grand facteur de démobilisation. Avec les techniques modernes de la presse, les liaisons entre ces responsables nationaux et les militants de base sont court-circuitées : ils s'adressent directement à la population. C'est bien, mais pas suffisant.
Jacques Théveny, 32 ans, technicien. Auditeur. Manche.

◆

Hier, l'ambiance était un peu morne, pas très vivante. Les délégués sont assez passifs, très peu attentifs. Les duels entre les éléphants leur manquent, ils n'ont pas l'impression qu'on va jusqu'au bout. Les débats sont théoriques, mais j'aime les débats théoriques ; ils ne me gènent pas, au contraire. Sur un projet, on ne peut pas faire de grandes phrases. Ce n'est pas un congrès comme les autres. On ne sent pas de tensions. Cela fait un choc après Rennes, mais ce qui va en sortir sera peut-être meilleur.
Cédric Dupond, 23 ans, étudiant. Délégué. Pas-de-Calais.

◆

Il faudrait que tous les courants se mobilisent aujourd'hui autour du Projet, en faisant abstraction de leurs luttes internes.
Charles Perrot, 71 ans, retraité. Délégué. Haute-Marne.

◆

Je suis d'abord venu par curiosité, je suis un militant de fraîche date, je ne connais pas bien le fonctionnement du Parti et les différences entres les courants. Je suis venu pour en savoir plus, m'informer. Le Parti correspond à mes convictions et, depuis quelque temps déjà, je sentais qu'il fallait faire plus, faire un pas supplémentaire, s'engager. Il est primordial que les jeunes se mobilisent. Aujourd'hui, le Parti socialiste n'a pas une bonne image. En venant à ce congrès, j'attends aussi voir comment les principaux acteurs du Parti vont changer cette image négative, créer un autre dynamisme.
David Canard-Vollant, 23 ans, étudiant. Auditeur. Lyon.

◆

C'est mon premier congrès, j'espère que l'on parlera d'autre chose que des personnes et des élections. Je voudrais surtout voir si le Projet est bien perçu, car j'ai l'impression que certains courants ne s'impliquent pas vraiment. Pourtant, il me semble que c'est autour des idées, autour d'un programme précis pour l'avenir que le Parti socialiste doit se mobiliser.
Nathalie Zanon, 28 ans, chercheur. Auditeur. Paris.

◆

Propos recueillis par M.G., P.J. et C.L.